

de la SC dans le suivi des politiques publiques (cadres de concertation) ; elle devra veiller à la sécurité des OSC (protection des défenseur-e-s des droits humains en particulier), et appuyer la reconnaissance de leur légitimité par les autorités publiques.

Les instruments dont disposent les bailleurs présents au Congo afin d'appuyer la SC sont divers et variés ; les budgets disponibles vont de très petits montants à des allocations beaucoup plus conséquentes (par exemple, via les fonds FED et NDICI). La stratégie globale de l'UE, impliquant le plus d'acteurs possibles au Congo, devrait viser à faire monter en puissance les petits acteurs locaux, proches des communautés de base (y compris dans des régions périphériques), afin de parvenir à une société civile organisée, structurée, et représentative des populations tous les hommes et femmes, habilitée à jouer non seulement son rôle d'acteur d'un développement inclusif et durable, mais aussi, et surtout, d'acteur de la gouvernance. Un des enjeux actuels de l'UE est l'extension de sa couverture géographique dans ses actions d'appui à la société civile.